

**Vœux 2009** L'équipe du Centre de ressources vous souhaite ses meilleurs vœux pour 2009 ! Nous souhaitons que cette année qui « s'annonce » dure au regard de la crise financière, nous permette quand même d'avancer dans nos projets de territoire et sur la voie tracée de la responsabilité. Qu'elle nous épargne des catastrophes naturelles ou humaines et que nous puissions mener des projets impactant de développement social urbain (DSU) martiniquais en faisant confiance à l'intelligence collective. Dans ce sens, nous souhaitons que le Centre de ressources soit un lieu d'échanges, de qualification, de ressources et d'accompagnement pour les acteurs et les projets du DSU...En 2009 TCHEMBE !

### Réorganisation de l'Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2010 : Le Premier ministre précise la stratégie du gouvernement

Les préfets viennent de recevoir la nouvelle circulaire du Premier ministre (31 décembre) confirmant notamment la **réorganisation des services départementaux de l'Etat en deux ou trois directions interministérielles**, orientations dressées par l'instruction du 7 juillet dernier. Ce qui, commente la dernière circulaire, "constitue l'une des innovations majeures de la réforme". La même circulaire nuance cependant : "Cette **dimension interministérielle** ne fera pas, pour autant, obstacle à la capacité des ministères de mettre en œuvre les politiques dont ils sont responsables devant le Parlement." Les Préfets doivent dès à présent s'inscrire dans ce cadre.

La direction départementale des territoires (DDT) "sera constituée à partir de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture à laquelle seront joints les services ou parties de service 'environnement' des préfetures", indiquait la circulaire du 7 juillet. De son côté, la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) "regroupera la Ddass, la direction départementale de la jeunesse et des sports, les services de la préfecture chargés des questions sociales, le service départemental pour le droit des femmes et l'égalité, ainsi que la direction départementale des services vétérinaires". Dans les départements de plus de 400.000 habitants, les missions de cohésion sociale et de protection des populations seront confiées à deux entités distinctes.

Certaines compétences n'ont pu être attribuées en entier à une seule direction interministérielle. Ce qui a donné lieu à des **découpages subtils**, comme l'illustre **la compétence logement**. A la direction des territoires, reviendra de mettre en œuvre le développement de l'offre et les relations avec les organismes de logement social, la résorption de l'habitat indigne, le renouvellement urbain et l'urbanisme. Quant aux "fonctions sociales du logement" (aide au logement des personnes défavorisées, droit au logement opposable), elles seront exercées soit par la direction des territoires, soit par celle de la cohésion sociale et de la protection des populations. Mais dans les départements organisés autour de trois directions, ces attributions relèveront systématiquement de la direction de la cohésion sociale.

Autre illustration, **l'organisation de la politique de la ville sera "laissée à l'appréciation des préfets"**. Pour l'outre-mer et l'Île-de-France, des instructions spécifiques sont attendues respectivement pour fin février et fin avril.

**Pour télécharger les articles de localtis et de la gazette des Communes :**

<http://www.localtis.info/servlet/ContentServer?c=artJour&pagename=Localtis%2FartJour%2FartJour&cid=1230701339783>

[http://www.lagazettedescommunes.com/RSS/32054/decentralisation/francois\\_fillon\\_precise\\_schema\\_fusion\\_directions\\_departementales\\_eta\\_t.htm](http://www.lagazettedescommunes.com/RSS/32054/decentralisation/francois_fillon_precise_schema_fusion_directions_departementales_eta_t.htm)

Pour télécharger la circulaire :

<http://www.localtis.info/servlet/BlobServer?blobcol=urldata&blobtable=MungoBlobs&blobkey=id&blobwhere=1231479117735&blobheader=application%2Fpdf>

Le Centre de ressources Politique de la ville de Guyane recherche son /sa Directeur et un (e) Chargé(e) de mission Observation / SIG

Contact :

[centre-ville.guyane@wanadoo.fr](mailto:centre-ville.guyane@wanadoo.fr)

Un CIV Comité Interministériel à la Ville le 20 janvier pour une première évaluation du Plan espoir banlieues

Le Journal d'information de Dillon est porté par une nouvelle Association d'échanges de communication - Dillon-info (AECDI)

Formation de l'AMDOR 2000

-DU de Médiation avec Université Paris II Tél : 0596 737383

**Article 74 de la Constitution** : Le Congrès des élus martiniquais réunis le 18 décembre 2008 a voté à une majorité pour l'article 74 de la constitution « **statut de collectivité unique dans le cadre d'un régime législatif permettant l'accès à l'autonomie** » pour lire cet article de la Constitution et toutes ses potentialités : <http://www.legifrance.gouv.fr/html/constitution/constitution2.htm>

**Observation : L'INSEE Martinique comme en métropole devra pouvoir donner prochainement des statistiques quartiers et infra communales**

**« Des territoires en mouvement...des outils pour observer ». Guide de l'observation sociale territorialisée. ORIV (Observatoire Régional de l'Intégration et de la ville, Alsace)**

« Dans notre société en mouvement constant, l'observation des territoires et des populations y résidant est devenue une nécessité pour les acteurs locaux, dans une logique de prospective et de connaissance. Ce besoin est renforcé par une injonction à l'évaluation pour la plupart des politiques publiques. »

Ce guide est un outil méthodologique pour la construction d'une démarche d'observation des territoires. Vous y trouverez également certains indicateurs de contexte pertinents (ainsi que leur mode d'emploi), des références bibliographiques pour vous aider dans vos réflexions et des conseils pour éviter les principaux pièges inhérents à toute démarche d'observation. »

**Pour télécharger ce guide :** [http://www.oriv-alsace.org/pages1/4-prod/guide\\_observation\\_final.pdf](http://www.oriv-alsace.org/pages1/4-prod/guide_observation_final.pdf)

## Urbanisme commercial

### **Rapport au Ministre du Logement et de la Ville. Robert Rochefort Février 2008 CREDOC**

Ce rapport très instructif est organisé en trois parties. La première indique sur quels principes on doit poser les rapports de la ville et du commerce. La deuxième partie fait le point sur des questions prioritaires auxquelles il est important d'apporter des réponses. Enfin la troisième partie rassemble des propositions précises pour assurer le maintien et l'essor du commerce dans la ville, et cela dans la diversité de ses quartiers.

#### S O M M A I R E

##### 1. Préambule

##### 2 VILLE ET COMMERCE AUJOURD'HUI

2-1 Nous sommes à un moment où la ville se réinvente

2-2 Mais de nombreux problèmes persistent tandis que de nouveaux défis se font jour

2-3 Quelques principes simples pour faire reposer une nouvelle articulation entre ville et commerce

##### 3 DES QUESTIONS PRIORITAIRES A TRAITER ET DES

##### EVALUATIONS A REALISER

3-1 Articuler les règles d'urbanisme avec celles du commerce

3-2 Le commerce dans les zones fragiles de types ZUS, ZFU...

3-3 Le commerce dans les vieux centres urbains dégradés

3-4 Les aides à la création ou à la reprise d'activité commerciale

### **Le nouveau FISAC est arrivé** *source Localtis*

Hervé Novelli, secrétaire d'Etat chargé du commerce, a présenté le 5 janvier 2008 les nouveaux critères d'éligibilité du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (Fisac) définis par les décrets [2008-1470](#) et [2008-1475](#) du 30 décembre 2008, publiés au Journal officiel du 31 décembre 2008. Le fonds a été créé pour développer l'offre commerciale et artisanale de proximité. Il est principalement destiné à financer des opérations de création, maintien, modernisation, adaptation ou transmission des entreprises du commerce, de l'artisanat et de services pour préserver ou développer un tissu d'entreprises de proximité. L'extension de ses critères d'éligibilité faisait partie du plan d'actions "Coeur de commerce", lancé par le gouvernement en juin 2008 pour soutenir le commerce de proximité, tout comme le relèvement du budget du Fisac de 80 à 100 millions d'euros. Le plan prévoyait également d'autres actions comme la création d'un conseil d'orientation pour effectuer un état des lieux du commerce de proximité et la mise en place d'un chef de projet "commerce de proximité" au niveau local, chargé de fédérer et de coordonner les actions menées au niveau d'un quartier, d'une ville ou d'une intercommunalité. Un ensemble de mesures lancées par le gouvernement pour dynamiser le commerce de proximité en perte de vitesse par rapport aux grandes surfaces.

3-5 Les principaux outils publics qu'il faut évaluer

3-6 Des initiatives qu'il est important de promouvoir

#### 4 PROPOSITIONS POUR UN COMMERCE DURABLE DANS LA VILLE

4-1 Dynamiser les commerces de centre-ville

4-2 Mettre en place sans attendre certaines préconisations du rapport Attali

4-3 Des dispositions pour développer le commerce dans les quartiers fragiles et dans les vieux centres urbains dégradés

**Pour télécharger le rapport :**

[http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/RapportVille\\_Commerce\\_cle6d1da2.pdf](http://www.logement.gouv.fr/IMG/pdf/RapportVille_Commerce_cle6d1da2.pdf)

La synthèse : [http://www.pme.gouv.fr/rapportRochefort\\_synthese.pdf](http://www.pme.gouv.fr/rapportRochefort_synthese.pdf)

## ZFU, ZRU, ZRR : les nouveautés de 2009 sur les aides et exonérations

Du nouveau dans les quartiers prioritaires : plusieurs textes viennent de paraître qui modifient ou éclairent les règles d'exonérations dont bénéficient les entreprises en zone franche urbaine (ZFU) et en zone de redynamisation urbaine (ZRU) ou zone de revitalisation rurale (ZRR).

Pour télécharger l'article :

<http://www.localtis.info/servlet/ContentServer?c=artVeille&cid=1230701331945&pagename=Localtis/artVeille/artVeille>

## Décrochage scolaire : mise en œuvre des décisions du Comité interministériel des villes du 20 juin 2008

Extrait de la circulaire du Ministère : « Les travaux qui ont précédé les décisions du Comité interministériel des villes (C.I.V.) du 20 juin dernier ont montré la double nécessité, d'une part, de connaître avec précision l'importance du décrochage scolaire et d'en mesurer l'évolution et, d'autre part, de construire des réponses à mettre en œuvre en les adaptant aux spécificités des territoires désignés.

Ce cadre cohérent d'actions concrètes participe pleinement au renforcement de l'égalité des chances. Priorité de la dynamique « Espoir Banlieues », il vise au plus près du terrain, sous votre autorité, la mobilisation de l'ensemble des services de l'État, des collectivités territoriales et du secteur associatif habituellement associé à cette politique au plan local.

Les territoires concernés sont, géographiquement, les 215 quartiers prioritaires définis par le C.I.V. dont la liste est annexée (Dillon à FDF et quartiers centre Lamentin) peuvent aussi, à votre initiative, être étendue à d'autres quartiers dont les caractéristiques seraient proches des problématiques recherchées. »

Ce dispositif de diagnostic et de lutte contre le décrochage scolaire est destiné aux collégiens et lycéens "décrocheurs au sens strict" mais également aux élèves qui "expriment un important absentéisme susceptible de nuire à leur réussite scolaire". Il est demandé aux destinataires du texte de mobiliser l'ensemble des services de l'Etat, des collectivités territoriales et du secteur associatif.

Les diagnostics doivent être rendus avant le 30 janvier et les dispositifs qui en suivront, "bénéficieront, lorsqu'ils seront innovants, d'un financement prioritaire des crédits politique de la ville et du Fonds interministériel de la prévention de la délinquance".

Pour télécharger la circulaire : <http://www.education.gouv.fr/cid23326/menb0801025c.html>

**La Maison Familiale Rurale de Martinique (MFREO)** propose une pédagogie adaptée à la situation de chaque jeune à partir de la 4<sup>ème</sup>. Une formule d'éducation et de formation qui réconcilie l'école, l'entreprise et la famille. Pour en savoir plus <http://www.mfr-martinique.com/> quartier Champflor 97260 Morne Rouge Tel : 0596 524014

## Martin HIRSCH nommé Haut commissaire à la Jeunesse

Lorsqu'il est entré au gouvernement en juin 2007, [Martin Hirsch](#) avait refusé un portefeuille ministériel pour affirmer sa singularité. Le haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté poursuit dans cette voie en acceptant la nouvelle mission de haut commissaire à la jeunesse que lui a confié le chef de l'Etat.

## Un plan d'action prévu pour le mois de Mars sur l'égalité des chances

Le 17 décembre, le Président a fait l'annonce de plusieurs mesures telles que l'accès aux classes préparatoires pour les élèves boursiers, l'expérimentation du CV anonyme par 100 grandes entreprises ; la création d'une commission d'évaluation de la promotion de la diversité dans la vie politique. Cette commission devra rendre chaque année un rapport sur les efforts menés par les

## Appel à projets :

« Des quartiers vers l'emploi : une nouvelle mobilité »

[http://www.ville.gouv.fr/article.php3?id\\_article=341](http://www.ville.gouv.fr/article.php3?id_article=341)

## ECOQUARTIER -Les 31 mars et 1er avril 2009, à Dunkerque

La ville de Dunkerque accueillera le « 1er Forum nord européen sur les quartiers durables » les 31 mars et 1er avril 2009

Programme :

<http://urbanisme.idealconnaissances.com/>

Renseignements :

mailto:

[j.marie@idealconnaissances.com](mailto:j.marie@idealconnaissances.com)

L'ARACT ( Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de travail) est la seule représentante de l'outremer à la commission française ISO 26000 pour l'élaboration d'une norme internationale d'engagement volontaire pour la responsabilité sociale des entreprises.

## Disponible au Centre de ressources

**Méthodes de conduite des actions de développement social.** DIV 1990

**Dossier : L'espace caribéen.**

**Institutions et migrations depuis le XVIIIème siècle.**, Revue Hommes et Migrations. N°1272-Juillet –Aout 2008

**La colonisation sans nom .**La Martinique de 1960 à nos jours. Laurent Jalabert. Historien., 298 pages. Rivages des Xantons, 2007, 32, 20€

**Solidarité Martinique- Palestine.** Manifestations de soutien et de dénonciation des crimes de Gaza ; mobilisation de Martiniquais de « Toutes Humanités Confondues ».

### A lire Auteurs martiniquais

« **La part de l'outre** » De la maïeutique créole » de Marlène PARIZE aux éditions l'Harmattan ; 2008. « *Au-delà de l'esclavage et de la colonisation, nous sommes de toutes les humanités et de tous les continents...* »

« **Salam Shalom** » de Widad AMRA aux éditions l'Harmattan ; 2008

**Georges GRATIANT**, un avocat dans le siècle de Georges E. MAUVOIS. K. Editions.

**Vincent PLACOLY, un créole américain,** Préface d'Edwy Plenel, Jean-Georges CHALI, coll. Anamnesis ; Editions DESNEL

**Lakouzémi**, - *Eloge de la servilité*, de Monchoachi avec des contributions de Juliette Smeralda, Georges-Henri Leotin, Jean Morisset • 246 pages • 2007 • ISBN 978-2-9530120-0-2 • 20 €.

### A voir

Vidéo du Secrétariat de l'outre mer [Les outre-mers, une chance pour l'Europe](#)

**Le site internet de l'Association Virgul' Animation socio-culturelle et éducative**

<http://www.virgul972.com/index.html>

partis en matière de diversité. Enfin, dans le domaine des médias, les chaînes de télévision se verront fixer des objectifs d'amélioration de la diversité à l'écran. Des conventions seront signées avec le CSA qui publiera régulièrement un classement des chaînes les plus exemplaires. A l'occasion de son discours, Nicolas Sarkozy a annoncé la nomination de M. **Yazid Sabeg** au poste de commissaire à la diversité et à l'égalité des chances. Il sera chargé de préparer la mise en place des mesures annoncées par le président

### La DIV forme les jeunes policiers à la connaissance des banlieues

A compter de 2009, les gardiens de la paix destinés à exercer leurs missions dans un quartier en difficulté bénéficieront d'une formation spécifique à la connaissance de ces territoires. Cette nouvelle formation est le fruit d'un partenariat réussi entre la DIV et le ministère de l'Intérieur initié il y a un an par la DIV. Une bonne connaissance de la culture du territoire et des « usages » permet une meilleure approche des citoyens et de meilleures relations à très court terme, dans l'objectif de tranquillité publique.

### Consultation du Public

La DIREN et la Préfecture ont entrepris depuis le 15 décembre 2008 une large consultation du public sur le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Martinique et le programme des mesures.

Pour visiter le site et répondre : <http://www.eau2015-martinique.fr/>

« **Comment étudier la ville ?** » : La ville est le point focal de tous les débats sur la mondialisation des styles de vie et le « vivre ensemble » dans les sociétés modernes. *Vivre en ville* y apporte une approche pluridisciplinaire bienvenue, ainsi qu'un tableau optimiste d'une « urbanisation heureuse ». Pour télécharger cet article de la vie des idées.fr: par Denis Tersen

[http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20081222\\_vivreenville.pdf](http://www.laviedesidees.fr/IMG/pdf/20081222_vivreenville.pdf)

« **La tactique du gendarme** ». Émeutes, rébellions, outrages : l'actualité récente rappelle que la force publique éprouve des difficultés à imposer son autorité sur l'ensemble du territoire. Le détour historique permet de mieux comprendre ce phénomène surchargé d'interprétations dissonantes et polémiques. C'est ce que montre la lecture de l'ouvrage qu'Aurélien Lignereux consacre aux rébellions de la première moitié du XIXe siècle. Pour télécharger l'article de la vie des idées.fr : [La tactique du gendarme](#) (PDF - 41.9 ko) par **Arnaud-Dominique Houte**

**Nouveau !** Sur le Site de Ville caraïbe : [www.villecaraibe.com](http://www.villecaraibe.com)

-une page Actualités (actus du DSU et agenda)

-L'Annuaire des acteurs mise à jour

-le rapport d'activités 2008 synthèse



Ce site est le votre : Pour publier un article ou une programmation [contact@villecaraibe.com](mailto:contact@villecaraibe.com)